

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Fermeté!



Le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale (ici avec son ministre de l'Intérieur, Lambert Noël Matha).

J.KOMBILE MOUSSAVOU Libreville/Gabon

UE "les auteurs d'actes visant à exploiter le stress ou la détresse des populations pour tenter de créer la psychose dans un contexte de crise" se le tiennent pour dit : " le gouvernement ne saurait tolérer indéfiniment de tels agissements!"

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, s'est montré ferme, hier, à l'immeuble Arambo, en mettant clairement en garde tous ceux qui, pour une raison ou une autre, seraient tentés de commettre un quelconque acte délictuel durant cette crise sanitaire.

' je rappelle que la crise sanitaire que nous vivons n'a pas suspendu l'application des lois en viqueur réprimer les actes de délinguance".

Une mise en garde d'autant plus importante et nécessaire que, a-t-il souligné, durant la première quinzaine du confinement du Grand Libreville, "une montée en puissance d'une criminalité opportuniste et risque de déstabilisation sociale" a été observée.

Ce faisant,

des modalités

bien définies,

se chargent de

la distribution.

Aujourd'hui,

les choses sont

allées un peu

dans tous les

sens. Nombre

d'observateurs

auront constaté

que chacun y va

dans sa direc-

tion, selon son

entendement.

le locataire du 2-Décembre a voulu indiquer, avec détermination, que les pouvoirs publics n'entendent nullement se dérober à leur mission régalienne " d'assurer la sécurité des biens et des personnes". Ce qui devrait dissuader, d'une certaine façon, les délinquants et rassurer les populations sur la détermination du gouvernement à ne tolérer aucun agissement susceptible de troubler leur quiétude durant cette période exceptionnelle.

D'où, a précisé le Premier ministre, " je rappelle que la crise sanitaire que nous vivons n'a pas suspendu l'application des lois en vigueur pour réprimer les actes de délinquance".

Ce qu'ils en pensent

Propos recueillis par Guy-Romuald MABICKA Libreville/Gabon

- Arthur Daussy, citoyen gabonais:



"La décision que vient de prendre le gouvernement, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, est supportable. Cette nouvelle mesure devrait permettre la relance de l'économie."

- Abbas Nziengui Mabika, opérateur économique :



"C'est déjà bien de donner aux Gabonais la latitude d'aller chercher de quoi se nourrir. S'agissant de la pandémie, la communication n'est toujours pas convaincante en terme d'objectivité, pour que les populations s'approprient les mesures barrières".

- Edgard Nziembi Doukaga, journaliste:



"Quand tu ne peux courir, parviens au moins à te cacher, dit un adage punu. En décidant de revenir au confinement partiel, le gouvernement, qui a abîmé sa prétention contre le mur des conditions réelles de survie de la majorité de la population, vient de réaliser qu'il y a mieux à faire pour atténuer les effets nocifs de sa gestion du Covid-19. Les médias du service public, qui avaient choisi de nourrir cette illusion que tout était parfait, doivent avoir le courage de corriger leurs lignes éditoriales pour mieux informer et orienter l'opinion par des constats réels sur le terrain, et des débats entre médecins, chercheurs, économistes et sociologues. C'est à eux de nous dire chaque jour où nous en sommes dans la gestion de cette pandémie, et non les politiciens qui essaient de se construire une image sur la précarité des familles vulnérables".

Le gouvernement condamne "la récupération politique"

M.A.M Libreville/Gabon

IER, la sortie du gouvernement pour annoncer les nouvelles modalités de ce retour au confinement partiel, était l'occasion pour Julien Nkoghe Bekale de fustiger un certain nombre de comportements. Le Premier ministre a en effet marqué sa désolation quant à ce qui se fait çà et là, s'agissant de la distribution des kits alimentaires. Il voit dans ces actes dispersés, une forme de "récupération politique". Toute chose qui, selon lui, va à l'encontre de la philosophie qui avait prévalu lors de la prise des mesures relatives à l'assistance aux Gabonais à faibles revenus.

sonnes physiques ou morales de "bonne volonté" avaient été invitées à apporter leurs contributions à la Banque alimentaire afin que celle-ci, selon

Les uns et les autres ont été ainsi conviés à "taire nos divergences pour apporter l'aide et le réconfort aux plus démunis".

On se souviendra que les per- Les uns et les autres apportent directement leur soutien aux populations. Certains avec des arrière-pensées politiques.

Julien Nkoghe Bekale a condamné cette manière de faire qui ne réflète pas la solidarité nationale tant souhaitée. Occasion pour le Premier ministre de réitérer son appel à "l'union sacrée pour la République". Une invite lancée à l'endroit des acteurs politiques, ceux de la société civile, ainsi qu'aux activistes qui écument la toile avec des messages de nature ≥ à susciter la psychose au sein des populations.

Les uns et les autres ont été ainsi conviés à "taire nos divergences pour apporter l'aide et le réconfort aux plus démunis".



La distribution de l'aide aux bénéficiaires doit, comme ici à Nzeng-Ayong, obéir aux règles préalablement définies.